

Les conséquences de l'injustice sociale

Partage international n° 237 - Mai 2008

Interview de Jan Pronk par Eva Beaujon

Ses qualités personnelles et ses compétences ont valu à Jan Pronk une estime internationale et des états de service impressionnants, en particulier dans les domaines de l'économie durable et de l'environnement : trésorier de la Commission Brandt (1979-1982), secrétaire général adjoint de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) de 1980 à 1986, envoyé spécial du secrétaire général de l'Onu au Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg (2002) et, dernièrement, représentant du secrétaire général au Soudan et chef des opérations du maintien de la paix (2004-2006).

Membre du parti néerlandais, outre des mandats de député, il a occupé plusieurs postes ministériels. Il enseigne actuellement la théorie et la pratique du développement international à l'Institut d'études sociales de La Haye.

Eva Beaujon l'a interviewé pour Partage international.

Partage international : *Les diverses études sur le suivi des Objectifs de développement du millénaire (ODM) laissent toutes présager qu'ils ne seront pas atteints d'ici 2015. Vous avez déclaré que l'extension de la pauvreté dans le monde, ainsi que l'augmentation des inégalités entre riches et pauvres viennent principalement du succès de la mondialisation...*

Jan Pronk : L'augmentation des inégalités est un fait. L'ensemble des indicateurs ne laissent aucun doute sur ce point. Le problème vient principalement de ce que dans la mondialisation telle qu'elle se fait actuellement, tout tourne autour du marché mondial. C'est pour cela qu'elle favorise une partie de la population, au détriment de l'autre. Les uns voient leur fortune s'agrandir à une vitesse accélérée pendant que les autres sont précipités toujours plus vite dans la misère et la marginalisation. Ils sont pratiquement condamnés à vivre dans une errance sans fin, à quitter leurs pays pour tenter de s'installer dans des régions vulnérables, à peine viables d'un point de vue environnemental car peu à

peu asséchées par les changements climatiques. Nos sociétés refusent à ceux d'entre eux qui viennent chez nous sans papiers le droit de s'installer.

L'aggravation des pénuries en eau, en ressources énergétiques et en terres cultivables engendra automatiquement un climat de luttes pour avoir accès à ces ressources devenues rares. Les premiers arrivés se les approprieront et les défendront chèrement - ce qui ne fera qu'accroître encore plus les inégalités.

La question ne porte plus sur les inégalités entre les très riches et les très pauvres, comme c'était le cas dans les premières étapes du capitalisme. Car celui-ci s'est, pour ainsi dire, « démocratisé », de sorte que nos sociétés se divisent aujourd'hui en deux couches, l'une richissime, et l'autre constituant, sur l'ensemble de la planète, une vaste « classe moyenne ». Et l'une comme l'autre sont les grandes bénéficiaires de la situation. La plupart des habitants des pays occidentaux en font partie, à quelques exceptions près ; c'est pourquoi les citoyens ordinaires partagent en partie la responsabilité des plus riches. Personne n'est coupable, mais tout le monde est responsable.

Ce que l'on constate également dans les partis sociaux-démocrates occidentaux, c'est qu'ils se sont éloignés des membres les plus faibles de la société, qu'ils ne se sentent plus à leur service comme c'était le cas par le passé. Le Parti travailliste s'est construit en servant la classe ouvrière, qui est devenue aujourd'hui la classe moyenne. Mais il a oublié les pauvres du monde, et ceux qui, parmi eux, rentrent illégalement chez nous. Son attitude jadis critique du capitalisme s'est largement émoussée.

PI. *Le fossé ne s'élargit pas seulement entre les pays, mais à l'intérieur même de ceux-ci, riches, émergents, ou en développement. Vous avez été envoyé en mission au Darfour par l'Onu. Quelle est la situation au Soudan, actuellement ?*

JP. La mondialisation permet d'investir de plus en plus facilement d'un coin à l'autre de la planète, notamment entre les membres de cette classe moyenne mondiale. Mais il y a aussi, effectivement, des divisions internes très fortes à l'intérieur même des pays : le Soudan, la Chine et l'Inde, par exemple, comptent des classes aisées, voire très aisées, qui coexistent avec des centaines de millions de citoyens restés sur le bord de la route.

Le tiers monde reproduit ce que le monde industrialisé lui avait infligé : les riches se coupent de leurs compatriotes pauvres. Le gouvernement du

Soudan, par exemple, ne dépense pas un dinar pour créer des infrastructures de fourniture d'eau ou éducatives dans le sud du Soudan ou au Darfour - ce qui ne fait, là encore, qu'accroître les inégalités. Khartoum est en plein boom : le pétrole et les investissements y coulent à flots, et l'industrialisation se fait à marche forcée. D'un point de vue politique, c'est un régime dictatorial, qui étouffe dans l'œuf la moindre velléité de révolte dans les classes pauvres. Cette classe moyenne mondiale a les moyens et le pouvoir de décider quelles parts des différents budgets nationaux allouer à l'éducation ou à la santé, par exemple, mais sur les critères de son seul profit.

PI. *Le climat est l'une des priorités vitales de ce siècle. Le monde se réchauffe plus vite que prévu. Nous savons ce qu'il faut faire, nous avons la technologie nécessaire, mais l'action tarde à venir...*

JP. Ce sont les pays occidentaux qui sont, pour l'essentiel, responsables de l'augmentation du CO² dans l'atmosphère, et, par conséquent, de la hausse de la température moyenne que nous pouvons constater aujourd'hui. Ils ont néanmoins toutes les peines du monde à prendre les mesures concrètes pour la combattre. Il nous faut absolument atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés pour 2012 [date fixée par le Protocole de Kyoto aux pays signataires pour ramener leurs émissions de gaz à effets de serre au-dessous de niveaux qui leur ont été assignés individuellement]. Sans quoi nous perdrons toute crédibilité lorsqu'il s'agira de fixer la prochaine étape avec des pays comme la Chine et l'Inde, qui n'ont pas participé à l'élaboration du premier accord. Ces deux pays, et ce ne sont pas les seuls, rejoignent très rapidement les premiers rangs des pollueurs de la planète, et ils ne participeront au prochain cycle de négociation que pour autant que les pays occidentaux respecteront leurs engagements pour 2012.

PI. *J'ai l'impression que l'on a pas vraiment pris conscience de la gravité de la situation.*

JP. Je crois que les gens en ont davantage conscience qu'auparavant ; mais ce dont nous avons besoin, c'est d'une volonté, d'un leadership politiques capables de transformer cette prise de conscience en actes. Les gens ne le feront pas d'eux-mêmes, en dehors d'une petite minorité. Une fois encore, cette classe moyenne mondiale, qui forme une bonne partie de la population de nos sociétés occidentales, ne voudra jamais consommer moins. C'est pourquoi l'initiative doit venir du secteur public. Il en va de même pour les grandes entreprises, les multinationales : les constructeurs automobiles pourraient produire des voitures bien plus propres, mais ils reculent sans cesse à cause des coûts ; les compagnies pétrolières refusent d'investir dans les énergies propres - ce

qu'elles masquent en faisant le forcing [par des campagnes publicitaires] pour se faire passer pour des entreprises durables... mais dès qu'il s'agit de prendre une décision, elles freinent des quatre fers. Aucune entreprise ne veut perdre son avantage économique, aucune ne veut prendre d'initiative, à moins que les autres ne fassent de même en même temps.

De ce point de vue, la coopération des Etats européens peut jouer un rôle précieux pour faciliter les choses dans le cadre de l'Europe. La Commission européenne travaille en permanence à avancer des propositions concrètes à ses Etats membres pour préparer l'après 2012. Ces propositions ne pèchent certes pas par excès d'audace ; par exemple, fixer à 20 % la part des énergies propres sur l'ensemble de la production énergétique peut sembler beaucoup, alors qu'en fait, c'est tout juste suffisant. La prochaine étape consistera à négocier les efforts que devront faire chacun des Etats. Ce qui promet de belles batailles à Bruxelles... Je fais malgré tout relativement confiance aux institutions et à l'expérience de l'UE pour nous faire accepter, dans un esprit d'égalité, les mesures qui nous conduiront vers plus de durabilité. Ce système [européen] marche, le problème, c'est qu'il prend du temps.

PI. *Il y a actuellement un certain nombre de conflits dangereux en cours sur la planète, en particulier en Afghanistan. Les Pays-Bas sont partie prenante de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), menée dans le cadre de l'Otan. Pourquoi y êtes-vous défavorable ?*

JP. C'est un conflit violent, mené sur une grande échelle, que l'on ne peut résoudre par la seule force des armes, comme prétendent le faire les Etats-Unis et l'Otan (et les Pays-Bas).

Le mouvement des talibans n'est pas de nature terroriste. Il est fondamentalement nationaliste. Pour eux, les étrangers sont des occupants qu'il faut expulser à tout prix de leur pays. Ils ont un objectif politique. Ils sont également profondément enracinés dans la population. Le gouvernement néerlandais a déclaré qu'ils trompaient le peuple afghan, leur peuple. Preuve, s'il en est, qu'il ne connaît pas très bien le dossier, car de nombreux Pachtoune, l'ethnie majoritaire du pays, apportent leur soutien aux talibans. Ceux-ci tuent des gens de leur peuple, mais ils en font partie. Quand leurs compatriotes se détournent d'eux, ils reprennent leurs tueries. Les Afghans n'ont pas vraiment d'alternative. Ce mouvement est là pour y rester ; c'est un fait historique. Il est enraciné dans le passé de la région. Un flux incessant de jeunes gens le rejoignent, beaucoup poussés par la soif de vengeance. Et ils ne viennent pas tous de l'Afghanistan, loin de là. Tout ce que cela veut dire, c'est qu'il faut accepter

de parler avec eux, de les considérer comme faisant partie intégrante du système, de la nation, du pouvoir. Et qui sommes-nous, nous, de toutes façons ? Juste des étrangers.

Les ignorer, c'est couper la voie à toute solution du conflit, c'est envoyer des troupes en mission impossible. Des soldats néerlandais sont tués, au service d'un objectif politique totalement irréaliste, et faux.

On pourrait y envoyer des troupes pour mener des missions de paix, à condition que ce soit dans le cadre plus général de la recherche d'une solution politique au conflit et avec la volonté de considérer les « opposants » comme parties prenantes dans la construction de l'avenir de l'Afghanistan.

Aujourd'hui, nos troupes ne sont pas des troupes de paix, ce sont des troupes de guerre.

Dans le monde, de plus en plus d'opposants tirent leur force de leur enracinement dans leur peuple. Prenez le Hamas et le Hezbollah, par exemple, ou en Somalie les tribunaux islamiques. Si certains groupes commettent des violations des droits de l'homme, c'est en grande partie dû à l'intensification des conflits. Les ignorer ne fera qu'accroître la violence et rendre plus difficile les contacts avec eux, comme, d'ailleurs, de justifier cette approche aux yeux de l'opinion publique, heurtée par l'escalade de la violence.

Inévitablement, ces groupes s'enferment très vite dans l'échec. En conséquence, une partie de leur peuple, déçue et découragée, se détourne d'eux pour se lancer dans des positions plus radicales encore, pour passer, par exemple, de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) au Hamas, du Hamas à son aile dure, puis au jihad islamique, etc. On s'éloigne ainsi de plus en plus de l'objectif de départ : l'instauration d'une paix durable. En excluant votre opposant, vous devenez vous-même son opposant, et vous ne faites donc que nourrir le conflit et multiplier ses victimes. Un jour ou l'autre, il vous faudra bien, pourtant, l'inviter à la table de négociations.

Je suis tout à fait favorable à l'envoi de troupes de paix, pour les interventions de paix quand il s'agit de protéger des civils, mais à condition que ce soit avec l'approbation pleine et entière du Conseil de sécurité ou de l'ensemble des parties concernées.

Toute intervention unilatérale, comme celle qui a eu lieu en Irak, ne fait que jeter de l'huile sur le feu. Quant aux soi-disant interventions de maintien de la paix, comme celles en Afghanistan, se font au détriment des populations.

PI. *Qu'en est-il des risques de contagion et d'extension de ces conflits ?*

JP. Ces risques n'existent que parce que, ailleurs, on soutient explicitement une des parties d'un conflit donné, cela par manque de confiance en la

communauté internationale, les Etats-Unis, ou l'Onu. Certaines factions prennent cette méfiance comme prétexte pour faire l'impasse sur toute recherche de solution viable.

Autre raison de ces risques de contagion, nombre de conflits actuels sont intrinsèquement transnationaux, ils dépassent les cadres strictement nationaux, car ils sont à l'origine de nature ethnique, tribale, politique, culturelle ou religieuse. C'est pourquoi ils se répercutent à des degrés divers sur les communautés de la planète qui leur sont apparentées. Cela explique aussi pourquoi les activités terroristes se déplacent d'une région du monde à l'autre.

Avant l'invasion de l'Irak, Jan Pronk a utilisé tous les moyens à sa disposition pour faire obstacle à l'entrée en guerre, dont il prédisait qu'elle serait une catastrophe. Il estime essentiel qu'on lance une commission d'enquête parlementaire sur les raisons qui ont poussé le gouvernement des Pays-Bas à se ranger aux côtés de la coalition. Dans une interview donnée à un quotidien néerlandais en septembre 2007, il déclare : « Comment faire confiance à un premier ministre qui ment sur quelque chose d'aussi fondamental que les raisons d'une entrée en guerre ? » et « Cette enquête n'a pas pour seul but de se pencher sur le passé. Je suis très préoccupé par la menace d'une guerre contre l'Iran. Que feront, alors, les Pays-Bas ? »

PI. *Comment en est-on arrivé là aussi facilement ?*

JP. Un pays peut se dire une « démocratie », tout en ayant au pouvoir une élite qui peut déformer les faits pour servir ses intérêts, qui peut manipuler l'opinion et lui présenter ses objectifs sous une apparence parfaitement acceptable. Pour les vendre à son peuple. Ce fut clairement le cas avec l'Irak. Plus tard, on a vendu le même mensonge à la communauté internationale. L'invasion de l'Irak a été fondée sur des mensonges, sur les mensonges des officiels américains. Vous demandez comment cela a pu se produire. Peut-être parce qu'il existait alors des intérêts particuliers aux Etats-Unis qui ne voulaient pas informer correctement le président et le vice-président. Mais comme président et vice-président, vous êtes aussi responsables si vous êtes mal informés - c'est ainsi que marche la démocratie. Les autres pays qui soutiennent les Etats-Unis et continuent à se satisfaire des mêmes arguments et à les fourguer à leurs opinions se rendent complices d'une violation du droit international.

Comme vous le voyez, il est primordial de renforcer la pratique démocratique. Pour ce faire, il faut, en premier lieu développer autant que possible l'ouverture d'esprit, la capacité à créer une opposition de qualité, ainsi qu'exercer une vigilance sans faille. Les citoyens doivent être sans cesse en alerte. Il faut, également, une presse libre, une

véritable alternance politique - ce qui présuppose l'existence de partis dotés d'une direction stable, et capables de durer plus que quelques années. Espérons que c'est ce qui se passera aux Etats-Unis. C'était plus ou moins le cas en Grande-Bretagne. Le problème, c'est qu'alternance ne veut pas forcément dire changement de politique. Aux Pays-Bas, par exemple, le nouveau gouvernement n'a jamais eu l'intention de lancer une enquête sur la guerre d'Irak [décision prise par son prédécesseur].

Et c'est toujours comme ça : les gouvernements ont tous pouvoirs pour manipuler les opinions publiques par l'intermédiaire des médias et des techniques de communication. Cela m'inquiète. On y consacre des sommes phénoménales.

D'un autre côté, heureusement, on a la mondialisation de l'information permise par Internet et l'élévation générale du niveau d'éducation. Mais ceux qui sont au pouvoir ont un énorme avantage, et si les moyens et techniques d'information échouent, ils disposent de la machinerie militaire.

PI. *Les médias ont-ils une responsabilité dans cette perpétuation du mensonge, en particulier les plus commerciaux, c'est-à-dire les plus dépendants de leurs propriétaires ?*

JP. Oui, et aux Etats-Unis, ils sont tous complètement commerciaux. Il existe un certain nombre de médias publics indépendants intéressants, comme C-Span, mais ils sont peu nombreux et ont un public quasi-confidentiel. C'est une situation très dangereuse lorsqu'on sait que les moyens de diffusion de la culture sont dominés par un système construit sur une valeur unique. Rien de plus efficace, naturellement, pour protéger des mensonges... Considérons l'éducation. Les changements introduits ces dernières décennies dans les systèmes éducatifs de la plupart des pays occidentaux ont conduit à la centrer de plus en plus sur la formation professionnelle. Les cours sont plus courts, davantage orientés vers la pratique d'un métier, y compris à l'université, et une bonne part d'entre eux sont financés par les entreprises. De sorte qu'un autre mode de diffusion de la culture se voit fragilisé, voire menacé. On peut, bien sûr, trouver d'autres universités, les étudiants peuvent protes-ter. Tout cela est possible, parce qu'on vit dans une société libre, mais ça arrive rarement, et sur une petite échelle. Ou alors, ça peut déboucher sur un brusque mouvement de révolte. C'est le cas quand les gens ne se sentent pas respectés. Prenez, par exemple, les groupes économiquement marginalisés d'une société, comme les banlieues en France. On a vu des jeunes se réclamant d'un autre système de valeurs s'en prendre avec une extrême violence aux classes moyennes au pouvoir, à qui ils reprochaient de ne pas les comprendre, ce qui, en retour, a conduit ces

dernières à faire usage de la force.

Je ne veux pas peindre un tableau trop en noir et blanc ; il n'empêche qu'un processus de manipulation et de désinformation est discrètement en cours.

PI. *La guerre contre le terrorisme ainsi que l'augmentation du nombre des guerres civiles ont miné le système légal international et les Nations unies. Les droits de l'homme eux-mêmes n'en sont pas sortis indemnes. Comment restaurer la confiance envers les Nations unies ?*

JP. Les Nations unies sont faibles. Elles perdent toujours plus de leur légitimité aux yeux d'une large fraction de la population mondiale. Cela vient de ce que les pays occidentaux qui les ont créées se sont, en fait, emparés des principaux leviers de commande qu'ils avaient mis en place, et qu'ils font tout pour les garder. Ce que se refusent à accepter les pays d'Asie et du Moyen-Orient. D'autant qu'ils peuvent constater la maigreur des efforts faits pour résoudre leurs problèmes.

L'Onu est un bon système, et il est important de le renforcer en menant toute une série de réformes qui le réhabiliteront aux yeux de ses détracteurs. La première chose dont les membres permanents du Conseil de sécurité doivent prendre conscience, c'est qu'il est dans leur intérêt même d'élargir leurs rangs. Ce ne sera pas facile, mais peut-être que le changement climatique ou le terrorisme les conduiront à reconnaître qu'il n'est plus guère pensable qu'ils puissent régler les grands problèmes du monde sans l'aide et le soutien des autres pays et que, par conséquent, ils faut donc accepter qu'ils participent aux mécanismes de prises de décision. On a aussi besoin, à l'Onu, de disposer d'un mécanisme de réaction rapide pouvant court-circuiter le Conseil de sécurité. Cela aurait pour avantage de renforcer les pouvoirs du secrétaire général, dont le rôle s'est peu à peu réduit à celui d'une sorte de serviteur public aux pouvoirs très réduits.

Autre question importante, celle des droits de l'homme. Nombre de pays ont des dictatures qui oppriment leurs minorités. Ce genre de problème se retrouve rarement sur l'agenda du Conseil de sécurité, parce que, du fait du principe intangible de souveraineté nationale, les Etats membres du Conseil peuvent bloquer toute résolution qui ne leur convient pas. Même si d'autres pays peuvent demander qu'on mette à l'ordre du jour des problèmes liés aux droits de l'homme, il est rare que cela aboutisse, car cela ne touche aucun intérêt véritable.

Donner aux minorités de la planète la possibilité constitutionnelle de participer à l'élaboration de l'agenda, même contre l'avis de leurs gouvernements, serait sans aucun doute un excellent moyen de rapprocher les Nations unies des gens.

PI. *Le gouvernement soudanais essaie par tous les moyens de retarder le déploiement de la force de paix onusienne et, les troupes de l'Union africaine étant pour le moment pratiquement hors course, les camps de réfugiés du Darfour sont sans protection. Tout se passe comme si le gouvernement avait les mains libres. La communauté internationale a-t-elle encore les moyens de débloquent cette situation ? Et qu'en est-il de la position de la Chine envers le Soudan ?*

JP. L'Onu devrait faire davantage. On pourrait prendre des sanctions économiques et appliquer des pressions diplomatiques ou politiques. Mais sans la coopération de la Chine, aucune action n'aura véritablement d'effet. Elle est, en effet, le principal partenaire économique du Soudan et, par conséquent, l'un des rares pays qui puisse réellement l'influencer. Mais elle reste neutre. Elle devrait pourtant comprendre qu'il n'est pas dans son intérêt de soutenir le gouvernement soudanais parce qu'un enlèvement de la situation pourrait à la longue conduire à la mise à mal de ses investissements pétroliers dans le pays, voire à un nouvel état de guerre, qui bloquerait de fait ses importations de pétrole. Si les Chinois n'interviennent pas, c'est précisément dans l'espoir que les choses resteront en l'état encore longtemps.

PI. *Devrait-on prendre des mesures économiques ?*

JP. Les mesures économiques ne seront efficaces que si l'on est prêt à aller suffisamment loin. Aux Etats-Unis, en ce moment, les jeunes font pression sur le Congrès pour qu'il décide d'un retrait des investissements américains au Soudan. Ils essaient également de convaincre les universités et les Eglises de suspendre toutes relations d'affaires avec les banques et les sociétés actives dans ce pays. Cela pourrait avoir un effet boule de neige et produire certains effets politiques. Il faut mettre la pression. Aujourd'hui, le gouvernement soudanais fait ce que bon lui semble en toute impunité.

PI. *Les jeunes générations se sentent-elles concernées par cette question des droits humains ?*

JP. Oui, en particulier aux Etats-Unis et au Canada, où les groupes et associations de jeunes se mobilisent en nombre toujours plus grand pour faire pression sur leurs gouvernements afin qu'ils prennent enfin leurs responsabilités face au génocide. Pour l'instant, force est de constater que leur réponse n'a guère dépassé le stade des paroles. Ces jeunes sont bien plus actifs ici qu'en Europe. Je suis intervenu en octobre 2007 dans le cadre d'une conférence sur le génocide, organisée par l'Université McGill de Montréal, ainsi qu'en décembre à une conférence sur le Darfour à la Columbia University de New York. J'ai été surpris de

voir le nombre d'initiatives, sous forme d'actions, de conférences, que suscite cette question du génocide, surtout en Amérique du Nord, et la plupart d'entre elles viennent des jeunes générations. Les jeunes refusent de fermer les yeux sur cette injustice. Ils ne descendent pas dans la rue actuellement, mais sont à la recherche de nouvelles façons d'exprimer leur engagement.

PI. *Vous êtes d'avis qu'il faudrait renouveler de fond en comble les politiques d'aide au développement, dans la mesure où elles n'atteignent pas les pays qui en auraient le plus besoin...*

JP. Les aides publiques au développement vont pratiquement toutes aux pays jouissant d'une certaine stabilité et d'une gouvernance satisfaisante. Ce qui est du gaspillage dans la mesure où ces pays pourraient résoudre leurs problèmes en faisant appel à des capitaux privés.

Par contre, il y a nombre de sociétés (les Etats en faillite ou ravagés par les conflits) où personne ne veut investir parce que les risques sont trop grands. Ce sont précisément ces pays qui ont besoin d'aide, et spécialement d'une aide centrée sur les besoins fondamentaux et de faible intérêt commercial, comme tout ce qui concerne l'eau et la scolarisation des filles. Cette scolarisation est rarement prise au sérieux par les gouvernements. Les actions dans ce domaine peuvent connaître des difficultés, déboucher parfois dans des impasses, mais c'est justement pour ça que les risques doivent être assumés par le secteur public, qui doit sortir des politiques routinières et inefficaces.

Les processus de développement sont, par nature, conflictuels ; le succès n'y est jamais garanti. Ce sont des processus. Les agences publiques d'aide au développement doivent sortir des modes de fonctionnement rigides et frileux qui les emprisonnent, qui leur font refuser de prendre des risques et de s'exposer à l'échec, par crainte de compromettre les carrières de leurs agents. Il y a bien trop de bureaucratie. On en est venu au point où toute initiative doit avoir des résultats mesurables dans le court terme. Voilà comment on en est arrivé à organiser le secteur public. Regardez, par exemple, ce qui se passe dans le domaine de la santé : la pratique de la médecine qui, autrefois, reconnaissait comme essentielle la dimension évolutive du traitement, est aujourd'hui devenue une médecine minutée, à la chaîne. Pour moi, cela relève de la maltraitance. Nous sommes en train de pervertir notre secteur public.

Ce sont les pays instables, mal gouvernés qui devraient recevoir l'aide internationale. Faute de quoi, on peut être sûr que la misère augmentera le nombre de violations des droits de l'homme, et donc le climat d'insécurité, qui déborderont de leurs

frontières. Il faut de toute urgence entreprendre les réformes nécessaires. Un immense chantier nous attend.

Auteur : Eva Beaujon, correspondante de Share international à Utrecht (Pays-Bas), titulaire d'un master de droit international.

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : [Entretien](#) ()